

Martinique 2050 : Comment développer l'économie et l'emploi local ?

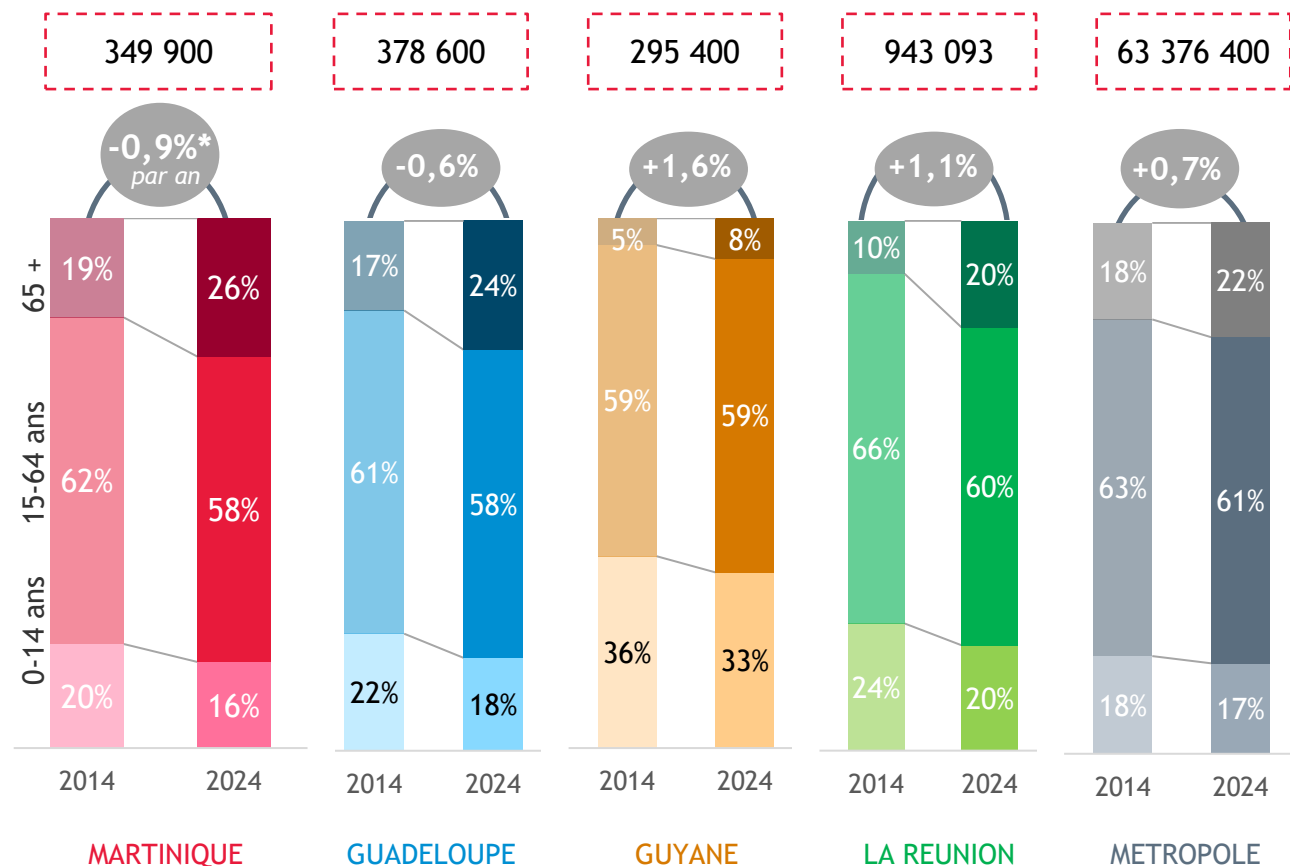
Présentation Sénat

6 JUILLET 2026

Constat n°1 : La population martiniquaise décline et subit un vieillissement accéléré



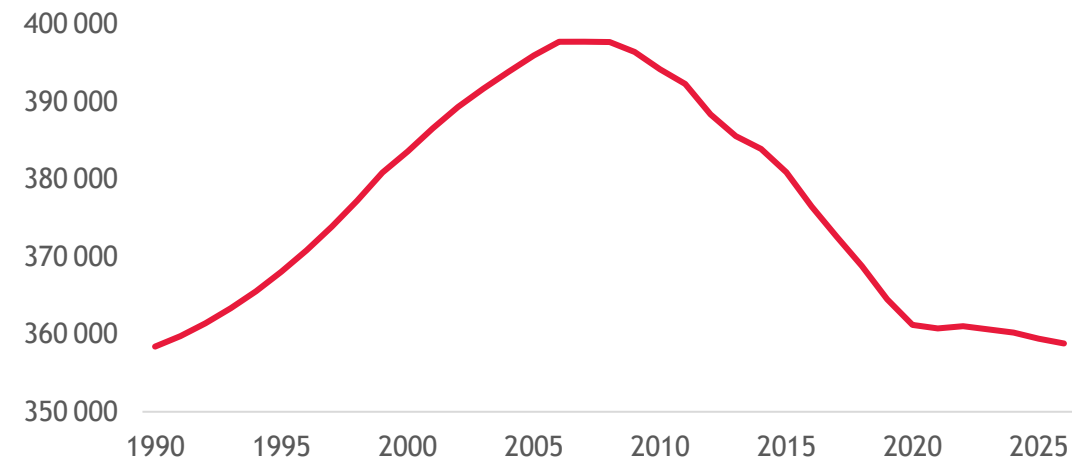
Population totale et structure par âge



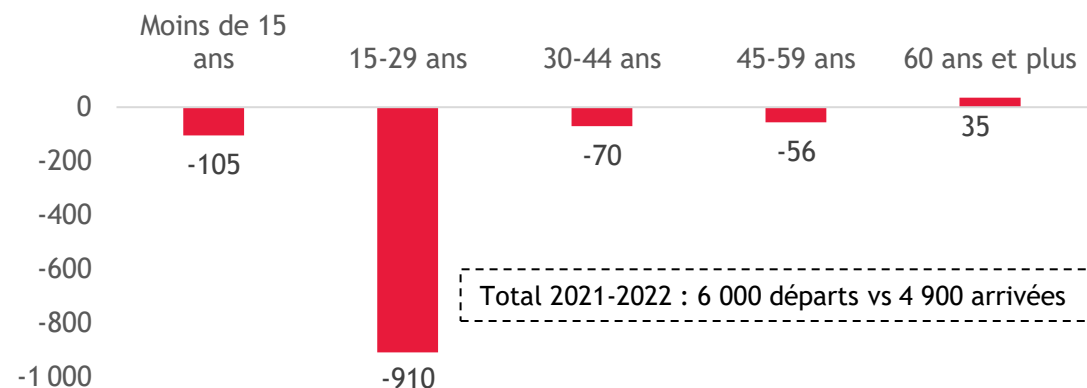
* Taux de croissance annuel moyen (TCAM) 2014 - 2024



Évolution du nombre d'habitants de 1990 à 2025

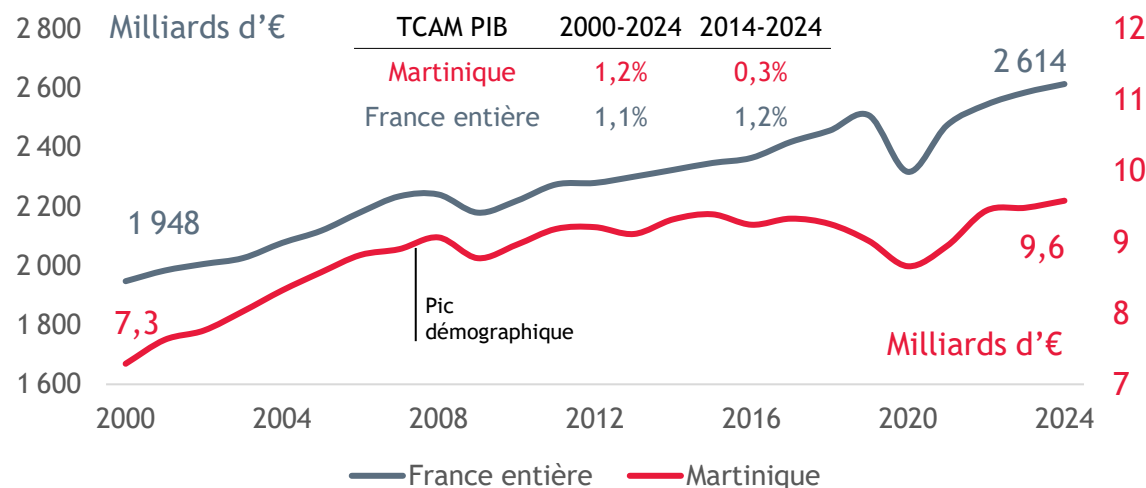


Solde migratoire de la Martinique par classe d'âge en 2022

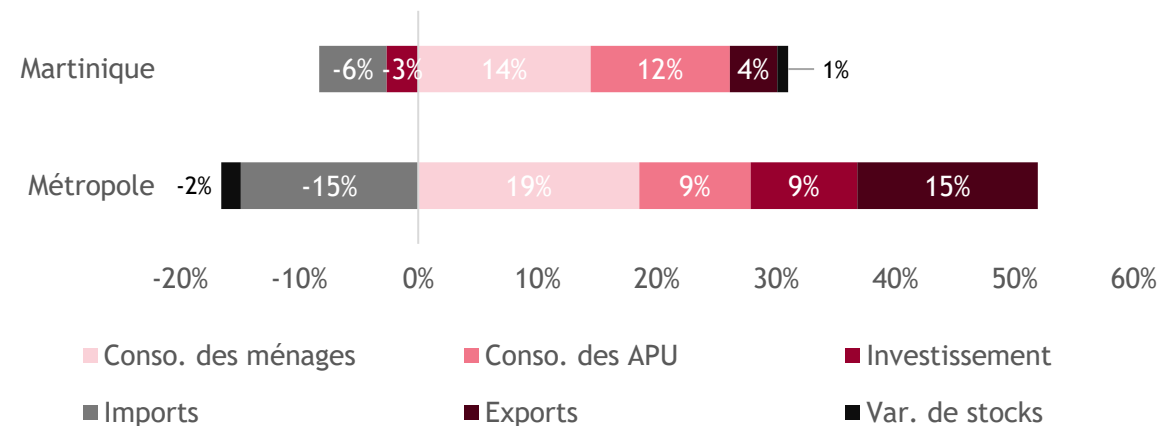


Constat n°2 : L'économie est peu dynamique et la croissance est faible

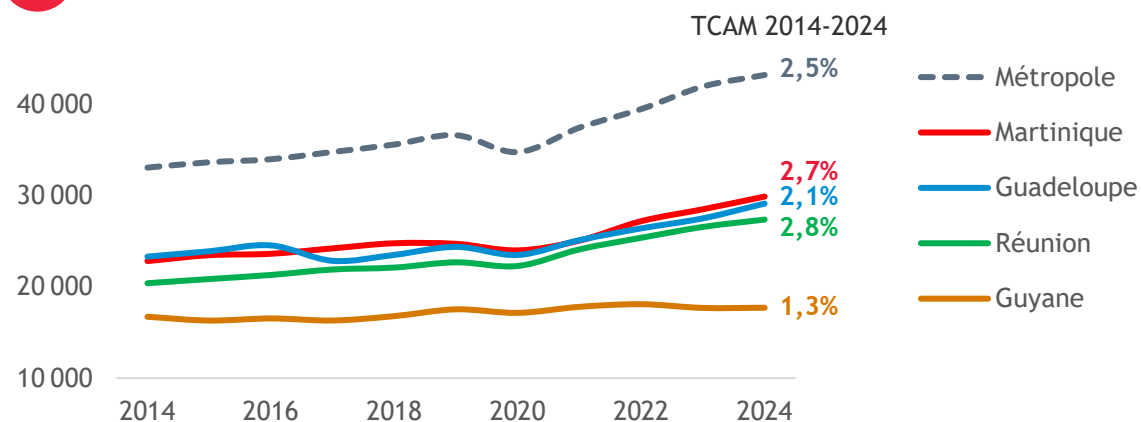
➤ Evolution du Produit Intérieur Brut (PIB) entre 2000 et 2024 (en volume)



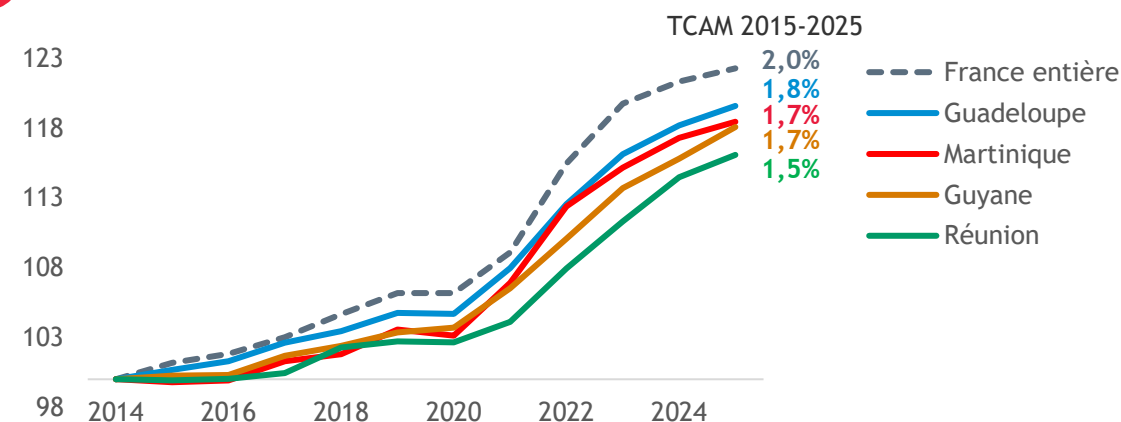
➤ Contribution des composantes à la croissance du PIB en points (2014-2024)



➤ PIB en euros par habitant de 2014 à 2024

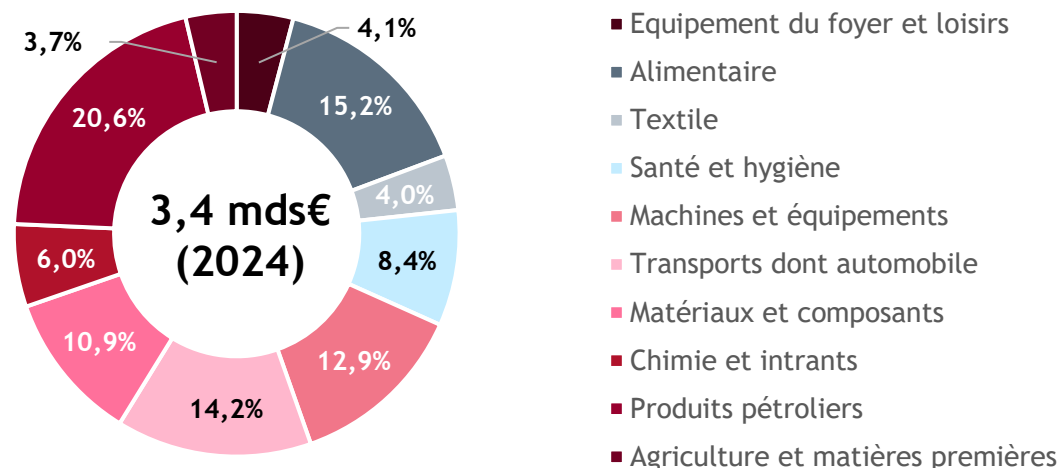


➤ Evolution des indices de prix à la consommation

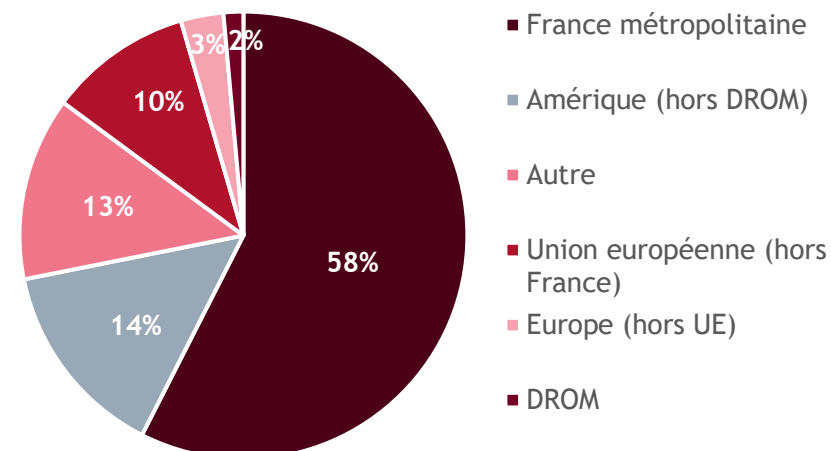


Constat n° 3 : L'insularité nécessite un haut niveau d'importations mais elles restent peu diversifiées

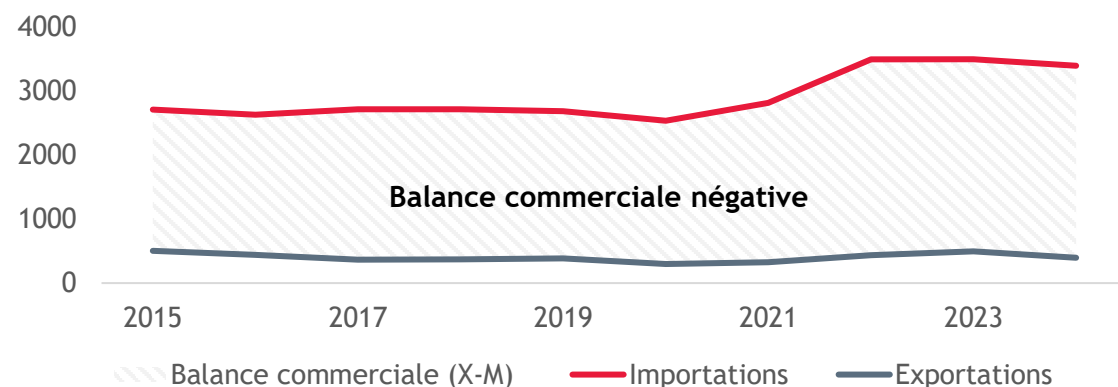
Importations en Martinique par catégorie de produits, en % de valeur totale



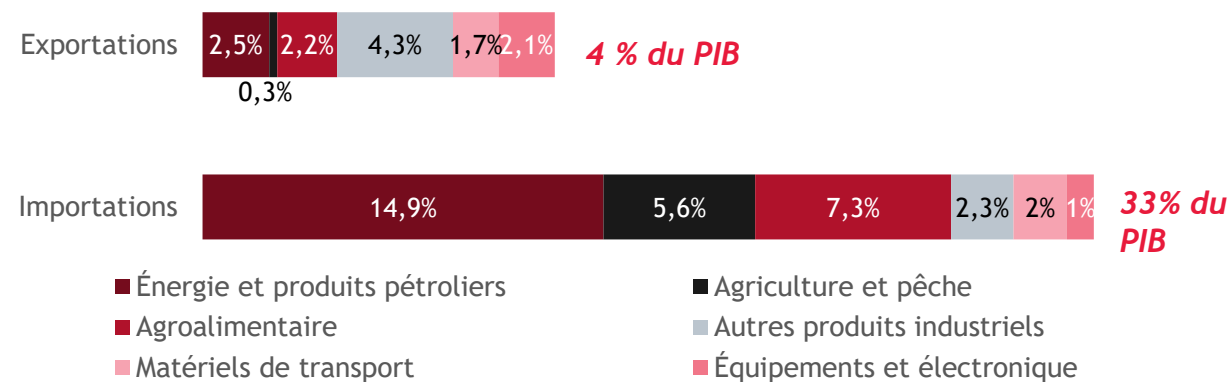
Provenances principales des importations de la Martinique en 2024



Evolution de la balance commerciale en Martinique de 2015 à 2024

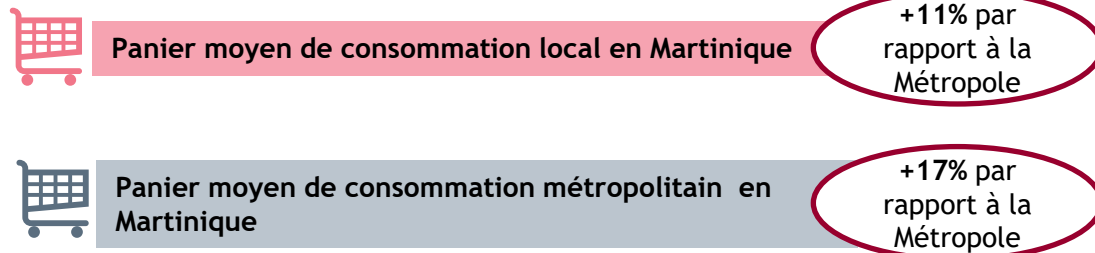


Imports et exports de la Martinique en 2024



Constat n°4 : Le coût de la vie est plus élevé qu'en Métropole malgré des revenus inférieurs

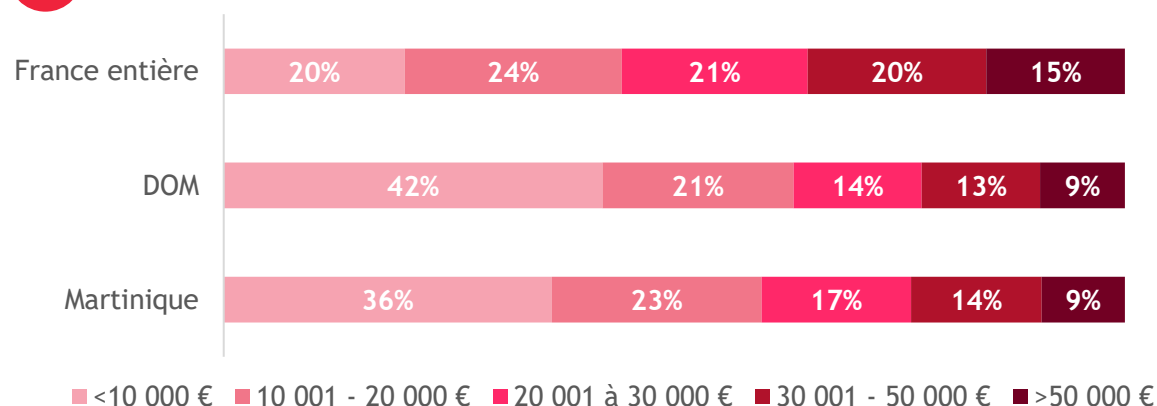
↑ Ecart des prix (Fisher*) entre la Martinique et la France en 2022



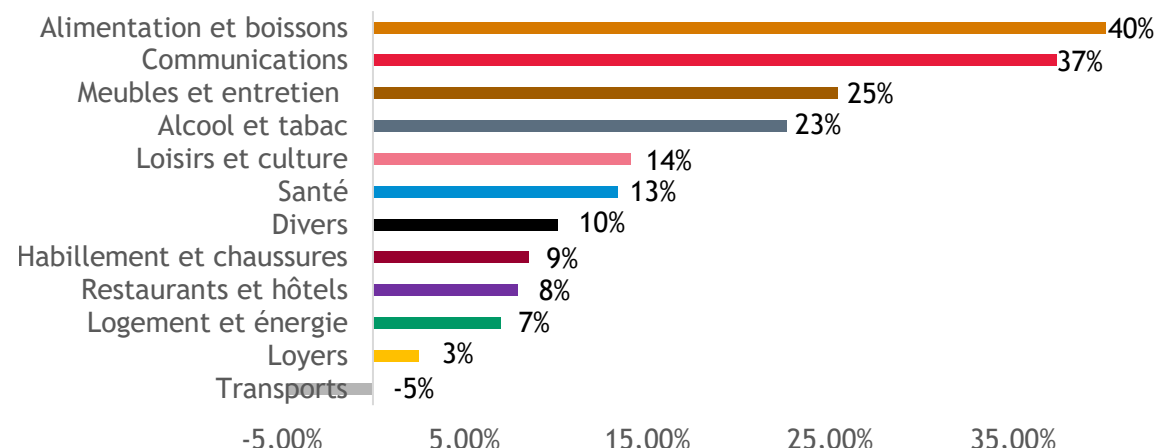
Niveau de vie médian en Martinique : 19 800 € contre 23 000 € en Métropole
Donc un **écart de niveau de vie réel avec la Métropole de -25% en moyenne**

*Indice de Fisher : moyenne géométrique des écarts de prix calculés, l'un sur la base du panier de consommation moyen du DOM, l'autre sur la base du panier moyen de France métropolitaine (INSEE)

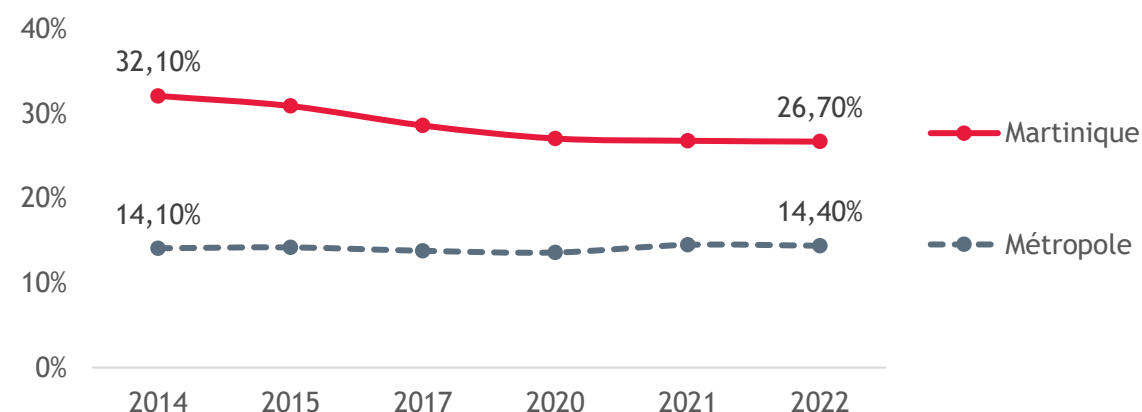
↑ Foyers fiscaux par tranche de revenu fiscal de référence (RFR) en 2024



↑ Ecart des prix entre la Martinique et la Métropole par catégorie en 2022

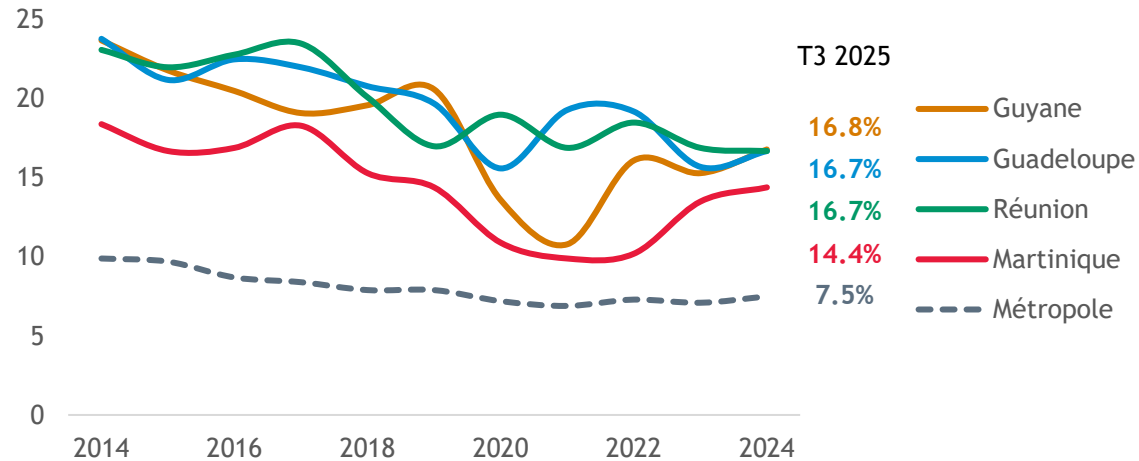


↑ Evolution du taux de pauvreté en Martinique et en Métropole

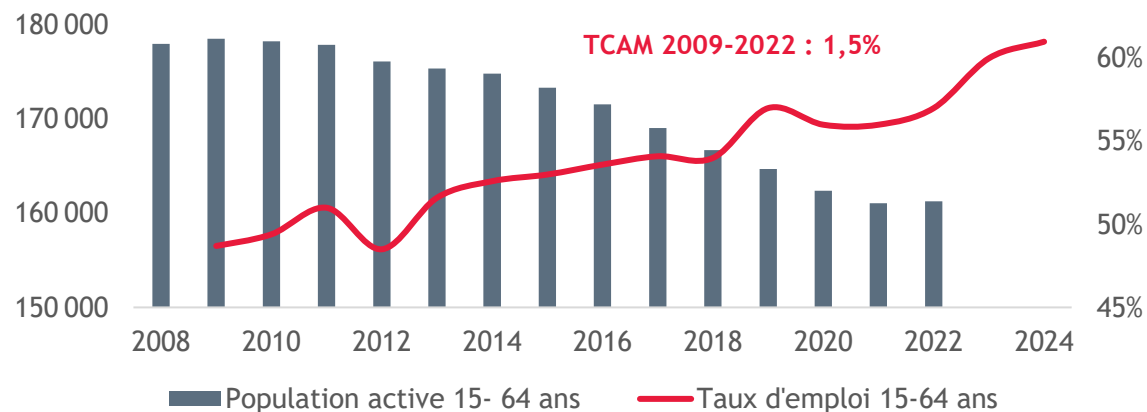


Constat n°5 : Le marché du travail présente un paradoxe entre chômage élevé, baisse du nombre d'actifs et tensions de recrutement

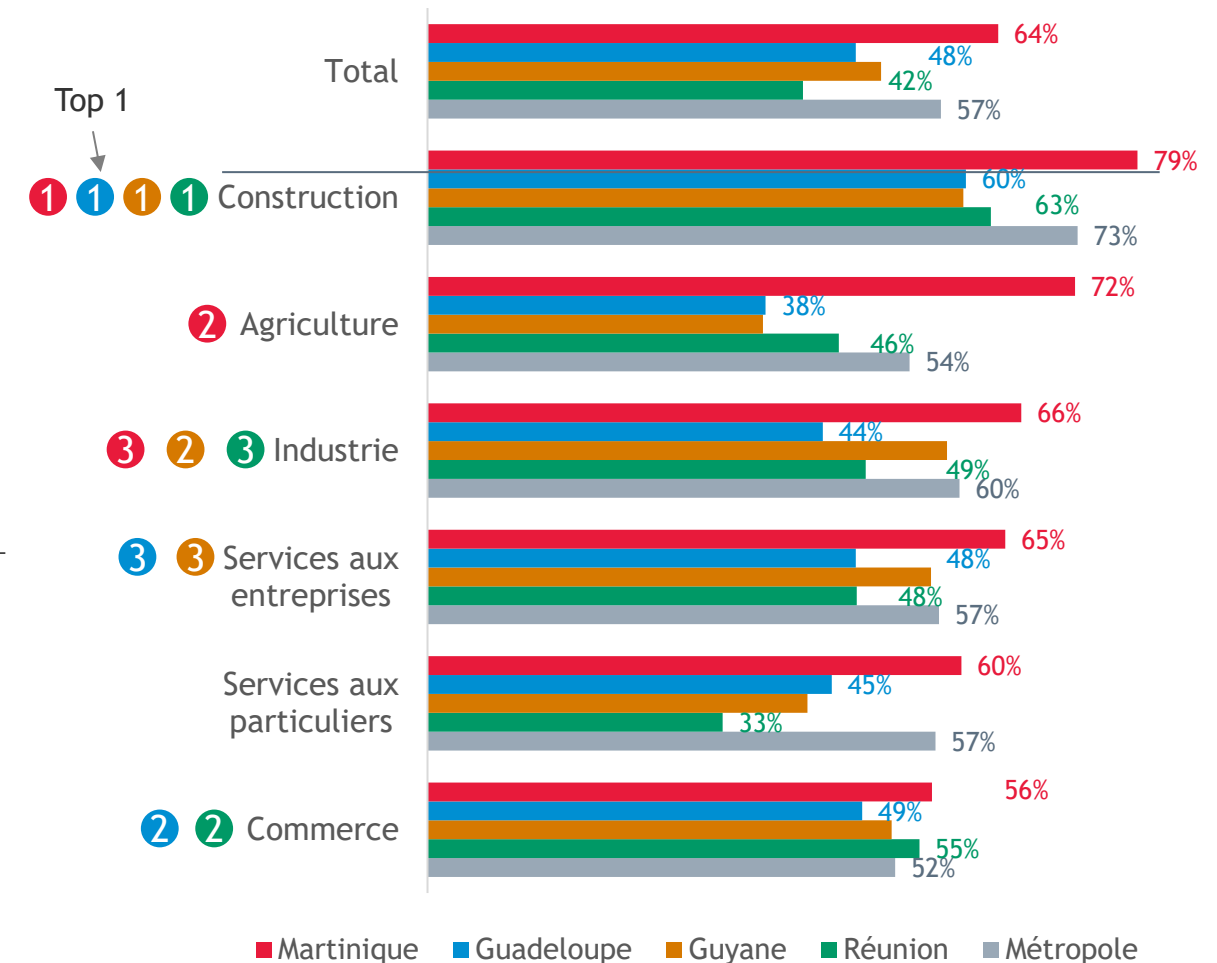
Taux de chômage (au sens du BIT - de 2014 à 2025)



Evolution de la population active et du taux d'emploi en Martinique

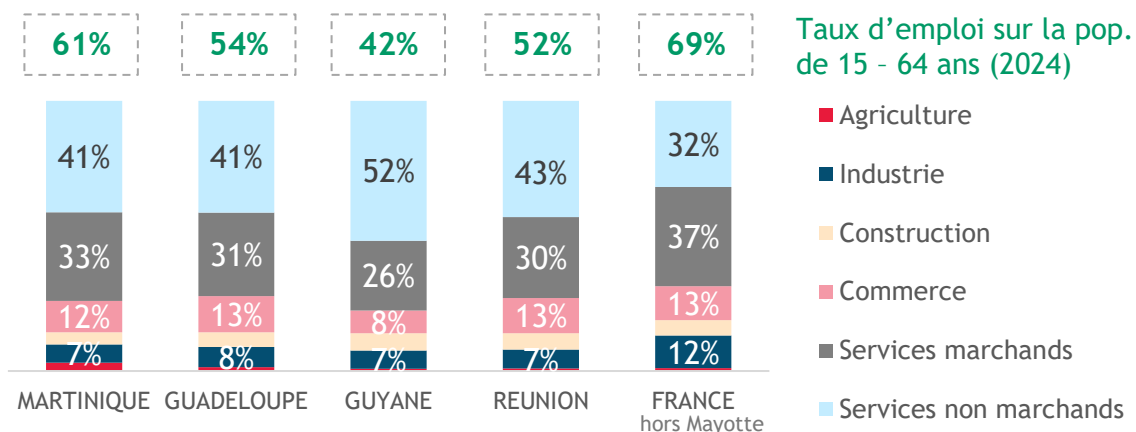


% de projets de recrutement difficiles par grands secteurs d'activités en 2024

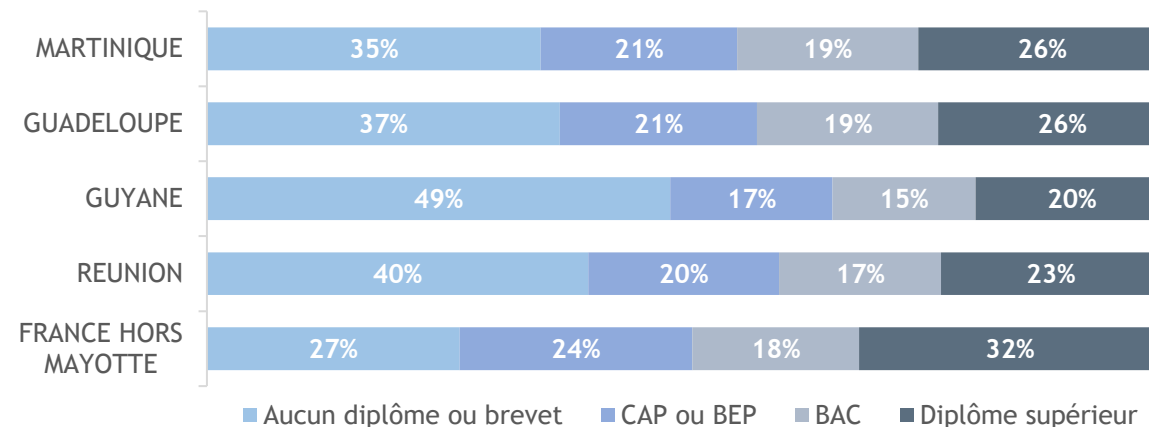


Constat n°6 : La structure des emplois limite la hausse des revenus et la montée en qualification

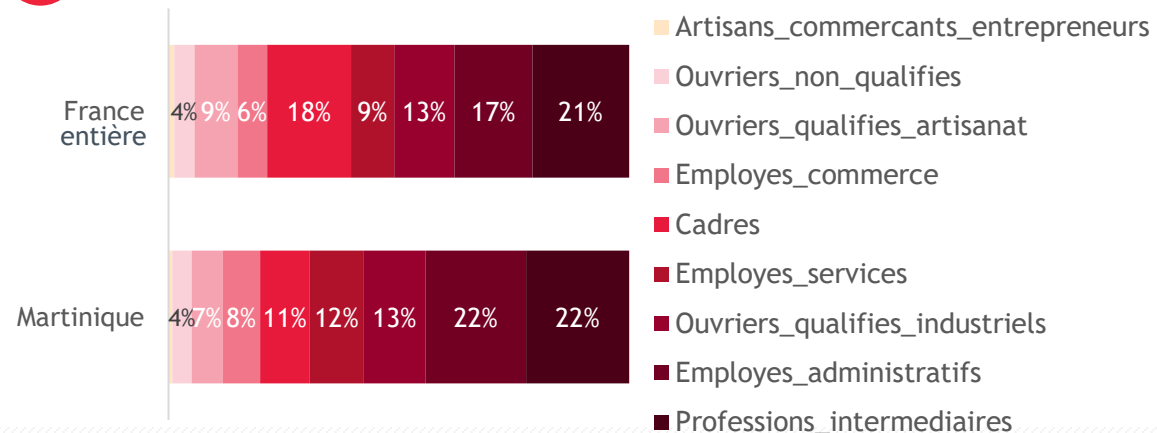
Emploi salarié par secteur d'activité en 2024



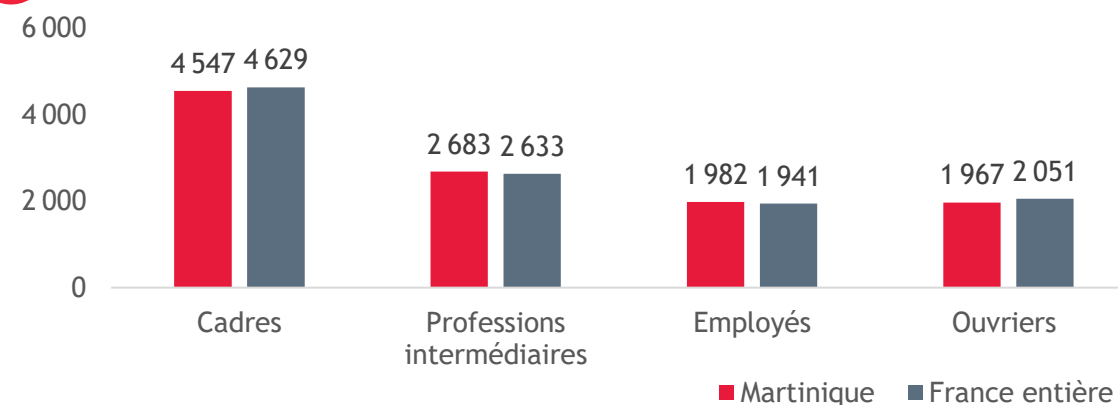
Typologie des diplômes de la population de 15 ans ou plus en 2022



Structure de l'emploi par PCS en 2022 (En nombre de salariés)

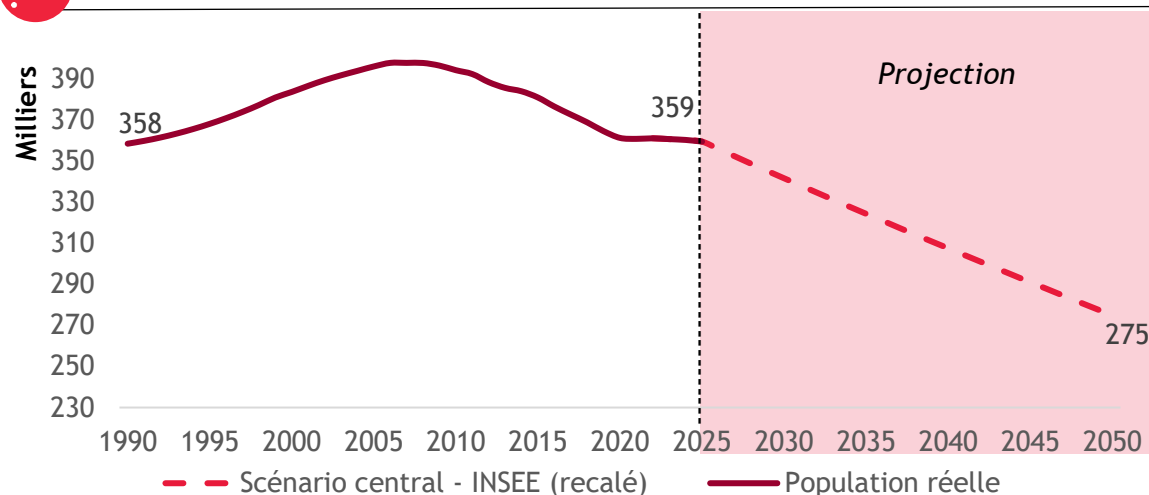


Salaire net mensuel moyen en EQTP par PCS dans le secteur privé en 2024

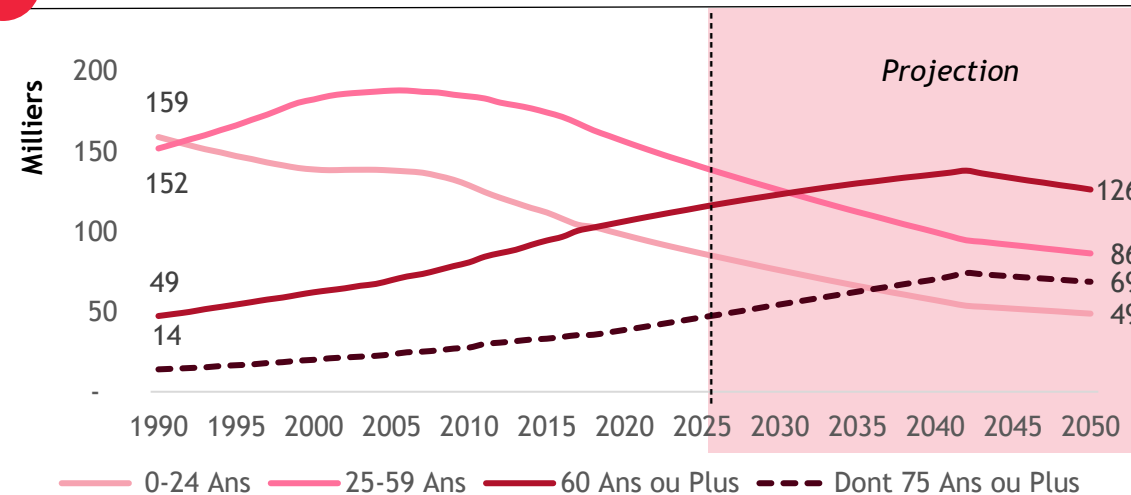


Si la situation perdure telle quelle en Martinique, l'économie de l'île pâтира de la baisse démographique, avec une stagnation du PIB

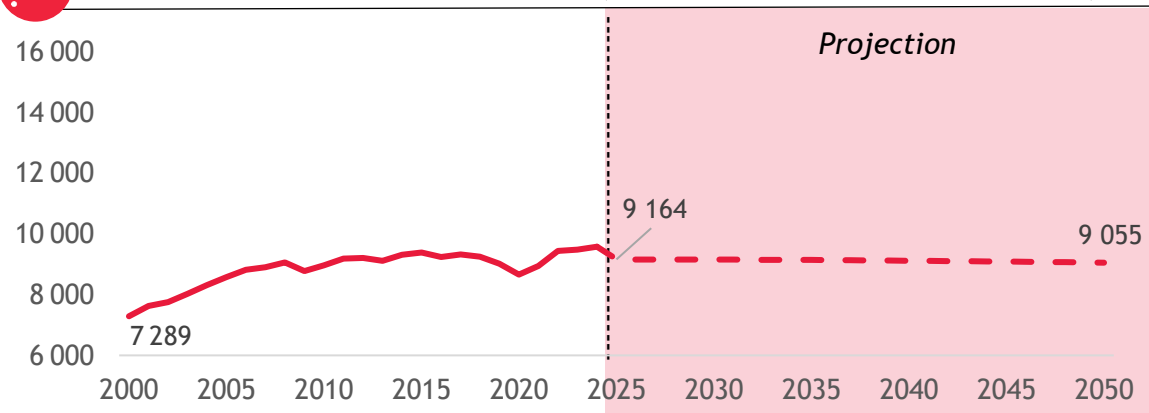
➤ Evolution de la projection de la population martiniquaise 1990 - 2050



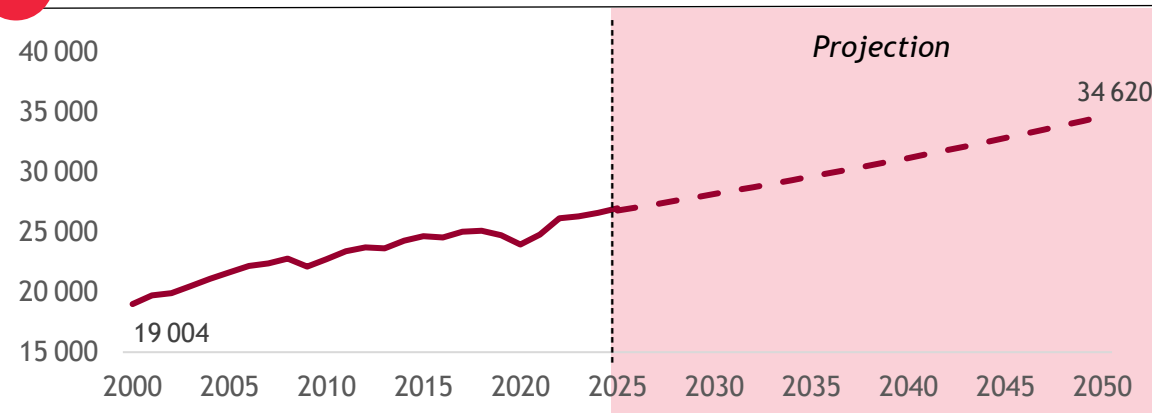
➤ Evolution de la démographie par classe d'âge en Martinique (central INSEE)



➤ PIB tendanciel projeté jusqu'à 2050 (en millions d'euros constants 2020)



➤ PIB par habitant tendanciel projeté jusqu'à 2050 (en euros constants 2020)



Recommandation n° 1 : Retenir, attirer et favoriser le retour afin d'endiguer le déclin et le vieillissement accéléré de la population

AXES DE DÉVELOPPEMENT POUR LA MARTINIQUE

1



Faire un bilan des programmes de retour / d'arrivée existants et les unifier

Création d'une plateforme unique pour les offres d'emploi et de logements, aides financières au déménagement et à l'installation, avantage fiscal incitatif, accompagnement dédié

2



Favoriser l'accompagnement des familles martiniquaises

- Hausse du nombre de crèches
- Accès facilité aux soins médicaux
- Subventions pour les foyers modestes (gardes d'enfants, aide alimentaire et à l'habillement...)

3



Attirer des actifs extérieurs à travers un dispositif incitatif

- Remettre en place le plafond de réduction d'IR à 5 100€ pour tous les contribuables, diminué de 52 % en 2018 (à 2 450€)
- Accompagnement au logement et aide financière adaptée au déménagement de familles entières

4



Lancer de grands chantiers pour renforcer l'attractivité du territoire

- Rénovation et construction de logements, des transports, des routes, des bâtiments publics
- Dispositif pour endiguer la délinquance et le trafic de stupéfiants

EXEMPLES DE RÉALISATIONS SUR D'AUTRES TERRITOIRES



Portugal

Programme Regressar (depuis 2019) pour favoriser le retour des expatriés avec une exonération fiscale sur les revenus de 50 % pendant 5 ans, un dispositif d'insertion sur le marché du travail et des aides financières diverses (remboursement frais de voyage retour, reconnaissance des diplômes...)



Barbade

Visa « Welcome Stamp » dédié aux étrangers en 100 % télétravail qui s'installent temporairement sur l'île avec des avantages incitatifs (exonération d'impôts, possibilité d'ouvrir un compte en banque local et d'obtenir une carte d'identité)



Québec

Services de garde subventionnés d'enfants et soutien financier pour les frais de garde (crédit d'impôt, aide financière...)



POINTS DE VIGILANCE ET ARBITRAGES

Équilibrer les aides financières proposées aux locaux et aux nouveaux arrivants afin de ne pas accentuer les inégalités et de ne pas augmenter le coût de la vie

Lancer les dispositifs pour attirer la diaspora et des nouveaux entrants lorsque les conditions d'accueil favorables sont en place (nombre de logements, emplois à pourvoir, places dans les écoles, personnel chargé de la gestion administrative...)

Recommandation n°2 : Mieux former sur place aux métiers qui recrutent pour favoriser l'insertion professionnelle locale

AXES DE DÉVELOPPEMENT POUR LA MARTINIQUE

1



Effectuer un suivi annuel des dispositifs contre le décrochage scolaire et d'aide à l'emploi

... afin d'en mesurer l'efficacité réelle (en termes d'obtention de diplômes, de recrutement...)

2



Réaliser une GPECT tous les 3 ans

Coconstruite avec la DEETS, les OPCO, France Travail, la CTM, le rectorat et l'université. Le but est de connaître les besoins réels en compétences et en emplois sur le territoire dans les années à venir

3



Créer des parcours de formation courts et professionnalisants de 2 à 3 ans (CAP, BTS...), en priorité

pour les métiers où les tensions de recrutement sont les plus élevées (comptabilité, tourisme...).

Y associer des partenariats avec des entreprises locales pour faciliter l'insertion (stages, alternance ou embauches d'emplois)

4



Abaisser graduellement l'écart de rémunération public / privé

... afin de diminuer l'écart d'attractivité entre le secteur privé et la fonction publique en agissant notamment sur la réduction du coût de la vie.

EXEMPLES DE RÉALISATIONS SUR D'AUTRES TERRITOIRES



Suisse

Deux tiers des jeunes poursuivent leurs études dans le secondaire avec de l'apprentissage (alternance entre cours et monde de l'entreprise) pour des métiers qui recrutent (santé, commerce, social...). Ce système prouve son efficacité avec un taux de chômage des jeunes à seulement 3 % (Q1 2026).



Pays-Bas

Mise en place de dispositifs par les mairies pour repérer les jeunes décrocheurs. Elles sont chargées d'organiser leur réinsertion vers des formations courtes ou des emplois. Le pays a un taux de décrochage scolaire parmi les plus faibles d'Europe (3,3 points de moins que la moyenne des pays de l'UE en 2023).



Académie de Hamilton (Etats-Unis)

Mise en place de systèmes prédictifs fondés sur l'IA pour détecter les décrocheurs de manière précoce et proposer des actions de remédiation personnalisées ; baisse du décrochage de 25 % en un an.



POINTS DE VIGILANCE ET ARBITRAGES

Eviter la multiplication de formations disponibles sans débouchés locaux concrets : mesurer d'abord l'effet de la création de quelques filières spécifiques

Recommandation n° 3 : Favoriser le dialogue et la prise de décision entre les acteurs publics et privés

AXES DE DÉVELOPPEMENT POUR LA MARTINIQUE

1



Mettre en place une cellule de médiation entre acteurs publics et privés sur des blocages communs (fiscalité, budget, projets...)

2



Réaliser une feuille de route commune à horizon 2030 - 2050 avec des grands chantiers transversaux, des budgets et un calendrier prévisionnel.

Publier un rapport annuel public sur l'avancée des chantiers et des ajustements effectués.

3



Désigner pour chaque filière un binôme avec un acteur public et un acteur privé afin de favoriser les échanges et de créer des projets communs spécifiques, sur le modèle de Territoires d'industrie.

4



Créer un dispositif d'aides à la transition écologique et numérique des TPE/PME:

Accompagnement individuel, aides ciblées aux besoins et formations subventionnées par la CTM

EXEMPLES DE RÉALISATIONS SUR D'AUTRES TERRITOIRES



Territoires d'industrie (2018)

Coopération public-privé efficace grâce à une gouvernance partagée qui se traduit par une feuille de route commune et la concrétisation de projets pour répondre aux besoins des entreprises.



ETIncelles (2023)

Programme à destination des PME à fort potentiel pour leur faciliter les relations avec l'Administration à travers un guichet unique géré par l'Etat et une méthode opérationnelle structurée (diagnostic, solutions opérationnelles, suivi).



Parcours de transformation (Grand Est, 2021)

La Région cadre et coordonne les formations, accompagnements et plans d'action des entreprises en termes de transition écologique, industrielle et numérique.



POINTS DE VIGILANCE ET ARBITRAGES

Clarifier la gouvernance et le pouvoir d'arbitrage de la cellule de médiation

Assurer un équilibre entre les représentants des acteurs publics et privés (par secteur et/ou filière)

Prioriser les actions ciblées afin de mobiliser suffisamment de financements pour concrétiser des projets communs

Recommandation n° 4 : Simplifier le cadre administratif et fiscal afin d'accélérer les investissements

AXES DE DÉVELOPPEMENT POUR LA MARTINIQUE

1



Supprimer l'octroi de mer pour le remplacer par une taxe sur la consommation

Cette refonte permettrait de :

- Réduire l'opacité du système fiscal local en harmonisant et stabilisant les taux
- Elargir l'assiette aux services et non seulement aux biens comme pour l'octroi de mer

2



Elargir la ZFANG avec un plus grand périmètre sectoriel ; généraliser le taux majoré à 80 % d'abattement fiscal

et augmenter le plafond pour les entreprises générant le plus d'investissement local ou créant le plus d'emplois

3



Rendre plus lisibles les coûts (TVA, octroi de mer...) et aides disponibles pour les entreprises à travers un simulateur unique et un formulaire de contact avec les interlocuteurs clés. Y intégrer les **dispositifs d'aide au fret, de continuité territoriale économique et de soutien aux flux export**, notamment pour les intrants productifs et les produits de première nécessité.

4



Mettre en place une procédure claire pour accélérer la mise en œuvre des projets structurants

(ex : construction, énergies...) avec un calendrier et des délais estimés, des modalités et conditions établies, un accès à des taux de crédit préférentiels, ainsi qu'un référent désigné par secteur chargé de tenir un suivi des projets

EXEMPLES DE RÉALISATIONS SUR D'AUTRES TERRITOIRES



La Réunion

Octroi de mer interne (OMI) faible voire nul sur près de 90 % de la production locale afin de la soutenir, en limitant le prix payé par le consommateur.



Mayotte

Zone franche globale temporaire (2026) mise en place pendant 5 ans suite au cyclone Chido avec une extension de la ZFANG à tous les secteurs d'activité et portant les taux d'abattement fiscaux à 100 % (sauf exceptions).



Iles Canaries

Régime économique spécifique combinant fiscalité adaptée (IGIC), protection de certaines productions (AIEM) et compensation des surcoûts logistiques afin de renforcer la compétitivité des entreprises.



POINTS DE VIGILANCE ET ARBITRAGES

Eviter de fragiliser la situation financière de la région et des communes

Conditionner les avantages fiscaux à des résultats économiquement visibles et viables

Clarifier les responsables de la gestion des projets des entreprises (Etat, région, EPCI...) et éviter de multiplier les intermédiaires

Recommandation n° 5 : Développer le numérique, vecteur d'emploi et levier de compétitivité pour les entreprises et les administrations

AXES DE DÉVELOPPEMENT POUR LA MARTINIQUE

1



Valoriser et promouvoir l'attractivité numérique de la Martinique

Crédit d'impôt recherche majoré, ZFANG, cadre juridique français (et européen) et accès aux financements publics

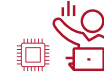
2



Aider et accompagner les start-ups et TPE/PME

Dispositif d'aides financières et fiscales à la création, à la mobilité en cas d'installation, création d'un incubateur et facilitation de la mise en relation des entrepreneurs via un organisme dédié

3



Développer une offre de formation locale ciblée sur des métiers informatiques du futur (IA, cybersécurité) en partenariat avec des entreprises proposant des contrats d'apprentissage et des opportunités de premier emploi local

4



Réaliser une étude sur les capacités des infrastructures existantes et un schéma directeur sur les infrastructures numériques (besoins d'extension au vu des nouveaux usages, possibilités d'installation ou d'extension, ...)

EXEMPLES DE RÉALISATIONS SUR D'AUTRES TERRITOIRES



Mayotte

Construction d'un datacenter financé à hauteur de 10 millions d'euros par plusieurs acteurs (AFD, Banque des Territoires, FEDER...) pour héberger localement les données des entreprises et institutions sur le territoire.

Également, lancement en 2022 de la technopole de Dembéní, financée par l'AFD, avec la mise en place d'un incubateur, de services aux start-ups et d'une plateforme technologique dédiée à la R&D.



Iles Caïmans

Cayman Tech City (zone économique spéciale) avec une offre dédiée pour attirer les entreprises technologiques et innovantes étrangères (accompagnement sur la fiscalité, l'immigration, la création d'entreprise...). L'impact économique annuel est estimé à 120 millions de dollars.



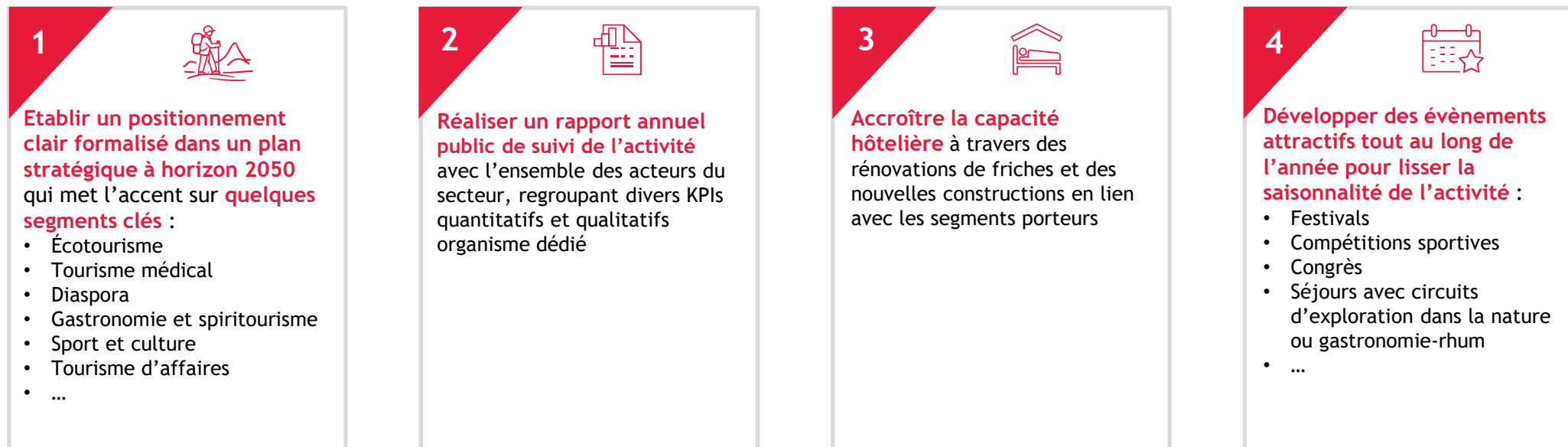
POINTS DE VIGILANCE ET ARBITRAGES

Assurer une cohérence entre chantiers d'infrastructures numériques et développement des énergies renouvelables, afin d'en assurer la soutenabilité

Effectuer un suivi des aides distribuées et les conditionner à des résultats concrets

Recommandation n°6 : Faire du tourisme le secteur phare de l'économie à travers une stratégie différenciée et orientée vers l'international

AXES DE DÉVELOPPEMENT POUR LA MARTINIQUE



EXEMPLES DE RÉALISATIONS SUR D'AUTRES TERRITOIRES



Açores

Premier archipel certifié destination touristique durable par EarthCheck avec une logique de différenciation par la nature, la préservation des espaces et le respect des communautés locales plutôt que le tourisme de masse.



Costa Rica

Modèle de réussite de l'écotourisme (protection des parcs, circuits, certification durable...) en transformant la conservation des espaces naturels en avantage compétitif structuré. En 2025, près de 3 millions de touristes y ont séjourné, dont deux tiers viennent d'Amérique du Nord.



Belize

Création d'un plan stratégique de développement du tourisme avec une vision à 2030 des éléments écologiques, culturels, internationaux et des avantages compétitifs.



POINTS DE VIGILANCE ET ARBITRAGES

Ne pas viser tous les segments à la fois mais choisir quelques marqueurs différenciants (et pour lesquels la concurrence n'est pas trop forte), afin de donner une réelle identité unique au tourisme martiniquais

Travailler sur les freins à la faisabilité du nouveau positionnement : délais de construction des infrastructures, acceptabilité par la population locale, barrière de la langue

Recommandation n°7 : Augmenter la souveraineté énergétique et accélérer la transition écologique avec les énergies renouvelables

AXES DE DÉVELOPPEMENT POUR LA MARTINIQUE

1



Développer les projets solaires sur les surfaces déjà artificialisées :

toitures publiques et privées, parkings, hôtels, logements collectifs, zones d'activité

2



Investir dans des projets couplant **panneaux photovoltaïques** et **système de batteries** ou dispositifs d'autoconsommation collective.

Simplifier les démarches administratives, financières et les délais d'autorisation des projets énergétiques.

3



Accélérer le développement **éolien** et des **énergies marines** à partir des études faites sur le sujet, avec des concertations entre les pouvoirs publics et les entreprises du secteur (enjeu de protection des fonds marins...)

4



Créer des parcours courts et professionnalisants afin de **former une main-d'œuvre aux métiers techniques du secteur** (installation, maintenance, raccordement...), et avec des accords entre organismes de formation et entreprises locales sur des contrats d'apprentissage et d'embauche

EXEMPLES DE RÉALISATIONS SUR D'AUTRES TERRITOIRES



Saint-Eustache

Dès 2016, l'énergie solaire couvre 23 % de la demande en électricité grâce à la coordination production, batteries, et pilotage réseau. L'objectif de production est de 100 % renouvelable à 2030.



Aruba

Dès 2009, le parc éolien Vader Piet produit environ 17 % de l'électricité. Une progression à 35 % est prévue depuis 2022 avec un nouveau projet de parc, de manière graduelle afin de prendre le temps de former suffisamment en amont.



Saba

Environ 40 % du mix énergétique est issu des énergies renouvelables, grâce à l'installation de deux parcs solaires opérationnels depuis 2019. Un troisième parc devrait être déployé en 2026 pour accroître les capacités de production.



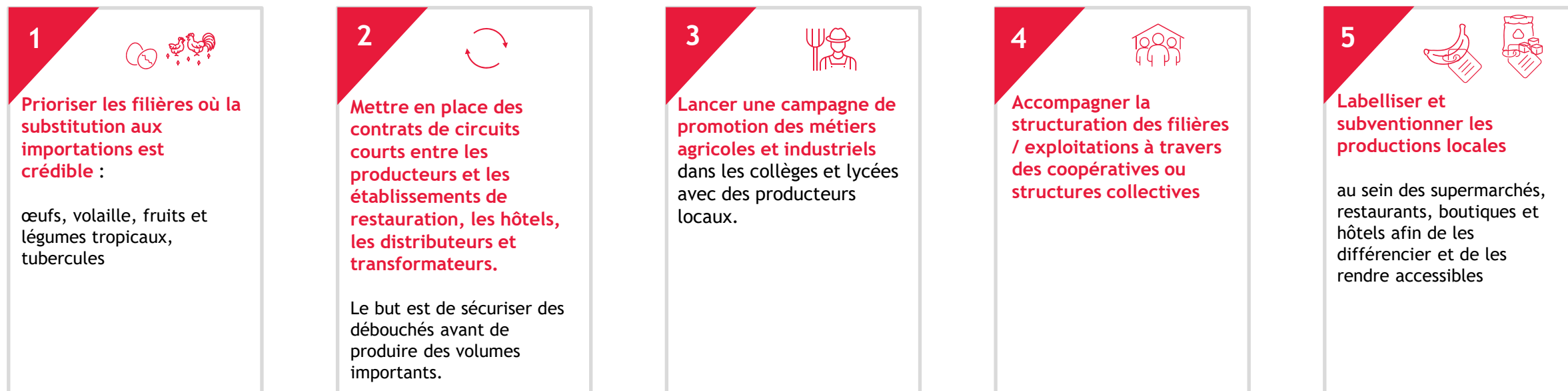
POINTS DE VIGILANCE ET ARBITRAGES

Former suffisamment d'effectifs qualifiés avant de multiplier les projets d'accompagnement des projets d'installations énergétiques

Anticiper les besoins en infrastructures, modalités de financement et délais administratifs

Recommandation n° 8 : Structurer et augmenter la production locale alimentaire sur des productions ciblées afin de créer des emplois

AXES DE DÉVELOPPEMENT POUR LA MARTINIQUE



EXEMPLES DE RÉALISATIONS SUR D'AUTRES TERRITOIRES



Jamaïque

Développement de 9 agro-parks et de 10 zones de production entre les pouvoirs publics (foncier, accès au marché, infrastructures...) et les agriculteurs afin de soutenir la production alimentaire locale. La cohésion et la coordination entre les différents acteurs (Etats, investisseurs et exploitants) a permis le succès de ces structures.



Dominique

Projet EALCRP*, financé à 25 M\$ sur 5 ans après les dommages de l'ouragan Maria, a soutenu plus de 3 700 agriculteurs et restauré 4 500 ha de terres agricoles. La relance de l'activité agricole ne s'est pas uniquement faite par des indemnisations, mais surtout à travers la reconstruction de la capacité productive des exploitants et de mesures préventives contre les futurs aléas.

*EALCRP : Emergency Agricultural Livelihoods and Climate Resilience Project



POINTS DE VIGILANCE ET ARBITRAGES

Ne pas augmenter la production locale sans débouchés locaux réels et sans réelle compétitivité

Intégrer à la réflexion les contraintes pesant sur le développement de filières agricoles (contraintes du foncier, eau, pesticides, coûts de production, ...)

Concilier développement de la production locale et prix accessibles pour les ménages

Recommandation n°9 : Développer la silver économie dans un contexte de vieillissement de la population martiniquaise

AXES DE DÉVELOPPEMENT POUR LA MARTINIQUE



EXEMPLES DE RÉALISATIONS SUR D'AUTRES TERRITOIRES



Barbade

Mise en place d'une politique nationale avec un plan sur la période 2023 - 2028, pour préparer et adapter l'île au vieillissement de sa population (assurer une offre de soins suffisante, développer les services à domicile...).



Trinité-et-Tobago

Programme d'une courte formation pour les jeunes de 17 à 35 ans aux services de soins et d'accompagnement gériatriques. Le but est de stimuler le nombre d'emplois liés aux besoins de la population vieillissante.



République Dominicaine

Structuration du tourisme médical abordable autour des soins dentaires et de chirurgies (esthétique, orthopédique, cardiaque...). En 2024 : première destination des Caraïbes selon le Medical Tourism Index, et plus de 300k visiteurs médicaux qui ont généré 1,3 milliards de dollars pour l'île.



POINTS DE VIGILANCE ET ARBITRAGES

Éviter de créer une filière reposant sur des emplois précaires et mal rémunérés

Clarifier la répartition des financements entre ARS, CTM, communes, sécurité sociale, ménages et opérateurs privés